

L'EFFET DU REVENU SUR LA CONSOMMATION DES MÉNAGES

Par Sylvie Jean

Au Québec, la consommation courante totale des ménages pour l'année 1999 s'élève à 32 614 \$. Toutefois, les dépenses varient considérablement selon le revenu des ménages; les 20 % dont le revenu est le plus bas consacrent 13 593 \$ à la consommation courante, tandis que les 20 % les plus riches dépensent quatre fois plus (58 162 \$) (figure ci-contre).

Après avoir classé les ménages en ordre croissant de revenu, on les divise en cinq groupes, de sorte que chaque groupe compte un nombre estimatif égal de ménages. Ainsi, le quintile inférieur regroupe les ménages dont le revenu est de moins de 17 580 \$, le deuxième, de 17 580 \$ à 30 000 \$, le troisième, plus de 30 000 \$ à 47 140 \$, le quatrième, plus de 47 140 \$ à 70 450 \$ et le cinquième, plus de 70 450 \$.

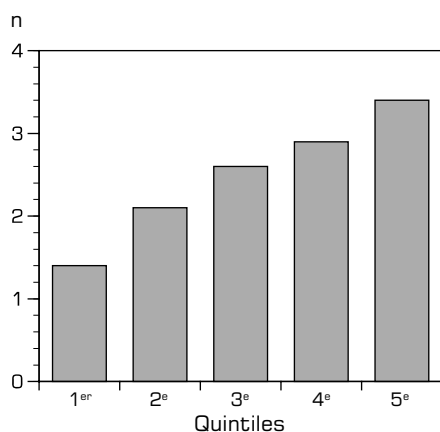
Une question de taille...

Une des raisons pouvant expliquer cette différence est que la taille des ménages à faible revenu est inférieure

à celle des ménages à revenu élevé. En effet, plus des deux tiers (70 %) des ménages du quintile inférieur se composent de personnes seules, comparativement à seulement 3 % des ménages du quintile supérieur. Ainsi, la taille moyenne des ménages varie de 1,4 à 3,4 personnes (figure de gauche).

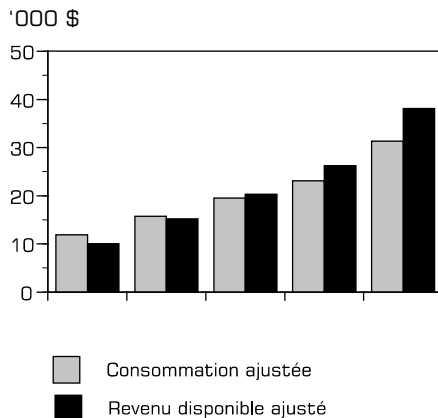
Une fois ajustée en fonction de la taille du ménage, à l'aide d'une échelle d'équivalence, la consommation courante totale du dernier quintile demeure près de trois fois supérieure à celle du premier quintile (figure ci-dessous).

Taille moyenne des ménages selon le quintile de revenu total, Québec, 1999

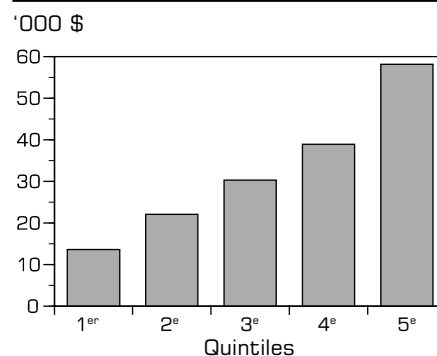


Source : Statistique Canada, Enquête sur les dépenses des ménages.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Consommation et revenu ajustés des ménages, selon le quintile de revenu total, Québec, 1999



Consommation des ménages, selon le quintile de revenu total, Québec, 1999



Source : Statistique Canada, Enquête sur les dépenses des ménages.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

L'utilisation d'une échelle d'équivalence permet de comparer des ménages de composition différente. Chacun des membres du ménage se voit attribuer un poids pour refléter l'économie d'échelle réalisée par la mise en commun des ressources. Ici, le premier adulte se voit attribuer un poids de 1,0, les autres adultes, de 0,4 et les enfants, de 0,3, à l'exception du premier enfant d'une famille monoparentale dont le poids est de 0,4.

Table des matières

L'effet du revenu sur la consommation des ménages.....	1
Quelques statistiques sur les noms de famille.....	4
Portrait social du Québec : données et analyses, édition 2001.....	6
L'accessibilité financière au logement.....	7

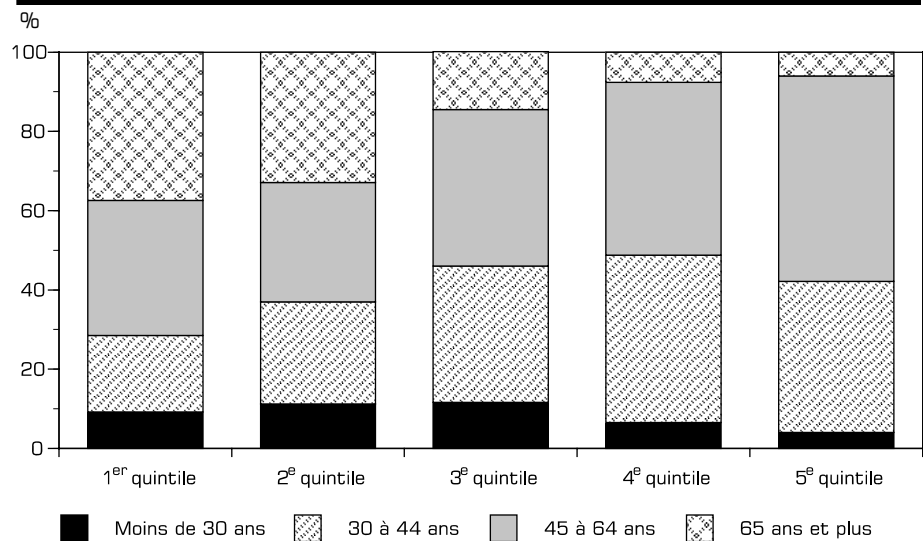
Le revenu disponible limite donc la consommation courante, même si les ménages des deux premiers quintiles consomment plus que leur revenu. Le crédit à la consommation et l'anticipation d'un revenu supérieur dans l'année suivante peuvent expliquer cette situation. En effet, la consommation est le montant dépensé peu importe si les achats ont été payés comptant ou non. Par contre, les dons reçus, les héritages en espèces ou les gains provenant des jeux de hasard font partie des revenus.

... et de cycle de vie

Le revenu varie en fonction du cycle de vie. Les jeunes sont moins nombreux sur le marché du travail et ils occupent plus souvent des emplois à temps partiel. Les ménages d'âge moyen, étant plus fréquemment composés de couples avec ou sans enfants, peuvent bénéficier de deux revenus d'emploi. Les ménages âgés vivent seuls en proportion plus importante et leur revenu baisse avec la retraite.

Ainsi, les jeunes ménages et les ménages âgés, dont les revenus sont les

Répartition des ménages selon l'âge dans les quintiles de revenu total, Québec, 1999



Source : Statistique Canada, Enquête sur les dépenses des ménages.
 Compilation : Institut de la statistique du Québec.

plus faibles, sont peu représentés dans le quintile supérieur (4 % et 6 % respectivement) (figure ci-haut), alors qu'ensemble, ils composent près de la moitié du quintile inférieur (9 % et 37 %).

Dépenses totales des ménages par poste de dépense, ajustées en fonction de la taille du ménage, selon le quintile de revenu total, Québec, 1999

	1 ^{er} quintile	2 ^e quintile	3 ^e quintile	4 ^e quintile	5 ^e quintile	Total
	\$					
Alimentation	2 539	3 381	3 794	4 366	5 295	4 021
Logement	4 332	4 438	4 811	5 701	6 890	5 372
Entretien ménager	867	990	1 169	1 422	1 740	1 285
Articles et accessoires d'ameublement	304	420	651	797	1 095	697
Habillement	521	830	1 104	1 493	2 202	1 319
Transport	1 180	2 556	3 840	4 101	6 410	3 887
Soins de santé	451	675	792	897	1 072	811
Soins personnels	240	353	415	499	602	441
Loisirs	458	873	1 223	1 763	2 925	1 576
Imprimés	89	114	137	195	244	164
Éducation	115	181	226	343	737	351
Tabac et boissons alcoolisées	522	575	774	811	1 035	771
Jeux de hasard	104	151	160	167	271	178
Dépenses diverses	147	218	395	518	789	448
Consommation courante totale	11 869	15 756	19 491	23 073	31 308	21 320
Impôt	359	1 792	4 204	7 951	16 463	6 986
Paiements d'assurance et cotisations de retraite	161	592	1 794	2 161	3 291	1 773
Dons et contributions	139	274	279	396	561	351
Dépenses totales	12 528	18 414	25 768	33 581	51 623	30 430

Source : Statistique Canada, Enquête sur les dépenses des ménages.
 Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Les ménages à revenu élevé : plus d'argent pour les loisirs et l'éducation...

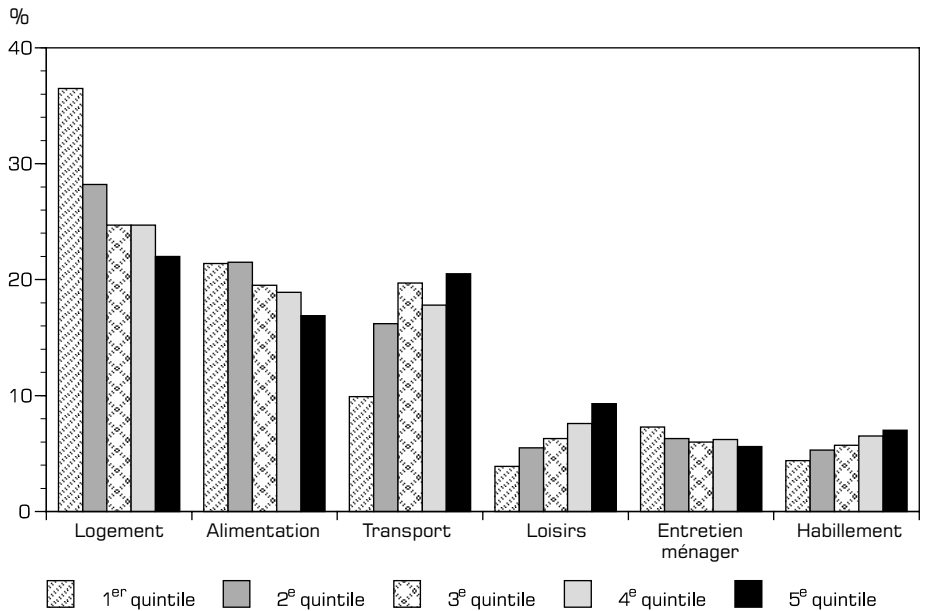
La consommation courante totale se compose des dépenses faites durant l'année de l'enquête pour l'alimentation, le logement, l'entretien ménager¹, les articles et accessoires d'ameublement, l'habillement, le transport (dont le prix d'achat net des automobiles et des camions), les soins de santé, les soins personnels, les loisirs, le matériel de lecture, l'éducation, les produits du tabac et les boissons alcoolisées, les jeux de hasard et un groupe d'articles divers.

Pour ces postes, les dépenses moyennes ajustées selon la taille des ménages varient considérablement selon le quintile (tableau de la page précédente). Les loisirs, l'éducation, le transport et l'habillement affichent les différences les plus grandes entre les quintiles extrêmes. Ainsi, les dépenses pour les loisirs et l'éducation sont six fois plus importantes chez les ménages du cinquième quintile que chez ceux du premier, tandis que le montant allant au transport est cinq fois supérieur et celui à l'habillement, quatre fois.

... et des impôts plus appréciables

La dépense totale des ménages comprend, en plus de la consommation courante, les impôts personnels, les paiements d'assurance, les cotisations de retraite et les dons. Or, la dépense totale ajustée du dernier quintile excède quatre fois celle du premier : 51 623 \$ contre 12 528 \$, alors que leur consommation courante est 2,6 fois supérieure. L'impôt vient en effet gonfler considérablement les dépenses du dernier quintile; il constitue la principale dépense des ménages du quintile supérieur (32 % des dépenses totales), alors que cette proportion n'atteint que 3 % chez les ménages du premier quintile.

Profil de consommation des ménages pour certaines dépenses, Québec, 1999



Source : Statistique Canada, Enquête sur les dépenses des ménages.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Un profil de consommation bien différent

De façon générale, la consommation des ménages s'oriente vers la satisfaction des besoins de base et à mesure que ces besoins sont comblés, elle évolue en faveur de biens moins essentiels. Ainsi, le profil de consommation selon le quintile pour les six principaux postes de dépense (figure ci-haut) indique que la part consacrée au logement, à l'alimentation et à l'entretien ménager diminue quand le revenu augmente, contrairement au transport, aux loisirs et à l'habillement dont la part s'accroît en fonction du revenu. Chez les ménages du premier quintile, le logement et l'alimentation figurent pour 58 % de la consommation courante, tandis que chez ceux du dernier quintile, cette proportion n'est que de 39 %. Le logement et le transport offrent les différences les plus importantes entre

les quintiles extrêmes, en termes de points de pourcentage : le logement représente 15 points de pourcentage de plus chez les ménages du premier quintile et le transport, 11 points de moins. Le dernier article du présent bulletin, qui porte sur l'accessibilité financière, confirme que le logement est un fardeau d'autant plus contraignant que les revenus du ménage sont faibles.

La consommation des ménages constitue un indicateur complémentaire au revenu pour l'évaluation du bien-être de la population. Des conditions économiques favorables encouragent la consommation de biens durables, alors qu'en période difficile, les ménages reportent certains achats. Les habitudes de consommation varient aussi selon la composition démographique, la présence sur le marché du travail et surtout le revenu disponible.

1. L'entretien ménager comprend les dépenses au titre des communications, des frais de garde d'enfants, de l'aide domestique et des autres services d'entretien, les dépenses pour les animaux domestiques, les produits de nettoyage, les articles en papier et les fournitures de jardinage et autres services.

QUELQUES STATISTIQUES SUR LES NOMS DE FAMILLE

par Louis Duchesne

La popularité des noms de famille doubles chez les enfants depuis les années 80 complique l'estimation de la distribution des noms de famille. Nous avons présenté dans un numéro antérieur de ce bulletin (Duchesne, 1999) les premiers noms donnés aux nouveau-nés de 1996. Plus d'un enfant sur cinq reçoit un nom double, ce qui diminue évidemment les proportions des noms simples traditionnels. Pour répondre à certaines demandes concernant le stock des noms de famille provenant notamment d'associations de familles, nous avons utilisé les noms des pères des enfants nés de 1975 à 1999 et constitué une « banque » de noms de famille. Ces hommes sont nés pour la plupart entre 1940 et 1970, donc avant la mode des noms doubles.

Nous avons recueilli les noms de famille de 2 126 000 pères. Évidemment, les hommes qui ont eu plusieurs enfants figurent plus d'une fois dans le fichier, mais, en fait, ils ont aussi donné leur nom plus souvent aux nouvelles générations. Une liste des principaux noms ainsi que quelques mesures statistiques sur leur concentration et leurs caractéristiques sont présentées ici.

Combien de noms?

Il est malheureusement impossible de répondre exactement à cette question bien simple. Il y a dans le fichier plus de 115 000 noms, mais près des deux tiers ne sont enregistrés qu'une ou deux fois. Il peut s'agir de noms de migrants récents, de noms rares en voie de disparition, ou encore d'erreurs dans la saisie des données. On trouve, par exemple, des *Therrier* qui doivent être plutôt des *Therrien*. On tient compte des variations orthographiques; ainsi, *Paquet et Paquette*, par exemple, sont considérés comme deux noms. Par ailleurs, comme les noms sont en majuscules non accentuées

dans le fichier, on ne peut compter les noms qui se distingueraient par un accent, comme *Duchène et Duchêne*, ce qui diminue le nombre de noms. Dans une étude des patronymes de 180 000 mariés au Saguenay, la proportion de noms uniques était de 57 % (Bouchard et autres, 1987). En France, il y a 37 % de noms uniques dans les annuaires téléphoniques et environ 40 % dans la population née dans la première moitié du siècle (Darlu et autres, 1997).

S'il y a beaucoup de noms rares, peu de personnes en portent un; en effet, il faut toujours faire la distinction entre la distribution des noms et celle de la population portant ces noms. Ainsi, les 46 % de noms uniques ne sont portés que par 2,5 % de la population (tableau ci-contre). En fait, 11 % de la population partage 90 % des noms mentionnés moins de 10 fois. À l'autre extrémité, les 415 noms les plus portés, soit 0,4 % des noms, suffisent pour rejoindre un peu plus de la moitié de la population. Avec un peu plus de 2 000 noms, on peut rassembler pas loin de 80 % de la population. Les noms étaient moins variés autrefois, alors que 1 400 noms suffisaient pour dénommer près de 95 % de tous les individus nés dans la colonie avant 1800 (site Web du Programme de recherche en démographie historique).

Les 50 premiers noms de famille

Personne n'est surpris de voir *Tremblay* au premier rang des noms de famille : 1,13 % de la population porte ce nom. Toutefois, contrairement à la croyance populaire, cette fréquence n'a rien d'exceptionnelle et est proche de celle de *Smith*, le premier nom aux États-Unis (1,01 %). Au Danemark, le premier nom, *Jensen*, est porté par pas moins de 7,7 % de la population, le deuxième, *Nielsen*, par

7,3 % et les suivants sont aussi très fréquents. Il s'agit dans ce cas d'anciens patronymes : *Jensen* signifie « fils de Jean ». Dans certains pays asiatiques comme le Vietnam, la proportion serait encore beaucoup plus élevée. Les 10 premiers noms rassemblent 6,7 % de la population au Québec, 5,6 % aux États-Unis et 43,9 % au Danemark, mais moins de 2 % de la population en France où la richesse patronymique est très importante.

Une étude sur les patronymes au Québec (Bouchard et autres, 1985) donnait des proportions moindres que celles que nous avons calculées, soit, par exemple, 0,92 % de *Tremblay* et un cumul de 4,38 % pour les 10 premiers noms. Cependant, cette estimation était basée sur les annuaires téléphoniques de 1983 et ne comprenait pas plusieurs régions francophones comme Lanaudière, la côte sud de Québec, le Richelieu et l'Outaouais, ce qui a sûrement diminué le poids des noms français.

Les 50 premiers noms de famille, Québec

Rang	Nom	%	Rang	Nom	%
1	Tremblay	1,13	26	Lapointe	0,30
2	Gagnon	0,82	27	Lefebvre	0,29
3	Roy	0,77	28	Poulin	0,28
4	Côté	0,74	29	Nadeau	0,28
5	Bouchard	0,56	30	Martin	0,27
6	Gauthier	0,55	31	St-Pierre	0,27
7	Morin	0,51	32	Martel	0,26
8	Lavoie	0,49	33	Grenier	0,26
9	Fortin	0,47	34	Landry	0,26
10	Gagné	0,47	35	Lessard	0,26
11	Pelletier	0,45	36	Leclerc	0,25
12	Bélanger	0,44	37	Bédard	0,25
13	Bergeron	0,41	38	Bernier	0,24
14	Lévesque	0,41	39	Couture	0,24
15	Simard	0,38	40	Richard	0,23
16	Girard	0,37	41	Michaud	0,23
17	Leblanc	0,37	42	Desjardins	0,23
18	Boucher	0,35	43	Hébert	0,22
19	Ouellet	0,34	44	Blais	0,22
20	Caron	0,32	45	Turcotte	0,22
21	Beaulieu	0,31	46	Savard	0,22
22	Poirier	0,31	47	Lachance	0,22
23	Dubé	0,31	48	Parent	0,22
24	Cloutier	0,31	49	Demers	0,21
25	Fournier	0,30	50	Gosselin	0,21

Une liste des 1 000 premiers noms est disponible sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec à l'adresse : <http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/demograp/general/index.htm>.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Fréquence des noms de famille¹, Québec

Fréquence	Distribution des noms	Distribution des personnes
	%	
1	45,99	2,5
2	19,34	2,1
3-9	24,63	6,2
10-99	8,24	11,6
100-499	1,16	14,2
500-999	0,29	11,1
1 000-4 999	0,32	36,7
5 000 et +	0,03	15,6
Total	100,00	100,0

1. Échantillon de 2 126 000 hommes.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Il y a maintenant un site Web sur lequel on peut consulter la fréquence d'un nom de famille en France. Ainsi, parmi les 19,8 millions de naissances de la période 1966-1990, on n'enregistre que quelques centaines de naissances de *Tremblay*, soit une proportion d'environ 3 pour 100 000. Il n'y a aucun *Bolduc* ou *Ouellet*, et on trouve moins de 10 *Proulx*, *Larouche*, *Lachance*, *Turcotte*, *Bilodeau* et *Thériault*. Les 100 premiers noms du Québec, qui regroupent 27 % des personnes ici, n'en rassemblent que 2,7 % en France. Le quart de nos noms les plus populaires sont à peu près oubliés en France.

La longueur des noms

Les Québécois ont en moyenne un nom de 7,0 caractères, mais les noms comprennent en moyenne 7,8 caractères. Cela s'explique par le fait que les noms longs sont portés par moins de personnes. Il s'agit ici de caractères et non de lettres, puisque les traits d'union, les apostrophes et les espaces sont comptés, mais la différence entre le nombre de lettres et le nombre de caractères ne devrait pas être très grande.

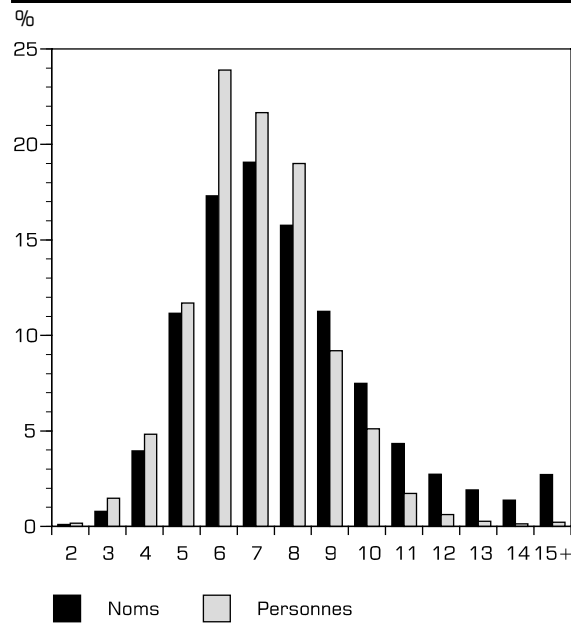
En fait, les trois quarts de la population portent un nom de 5 à 8 lettres (figure ci-haut). Les noms très longs, de 15 caractères et plus par exemple, soit 3 % des noms, sont portés par peu d'individus (2 sur 1 000). Il s'agit le plus souvent de noms composés, espagnols entre autres, mais des noms bien connus sont très longs : *De la Chevrotière* et *De la Sablonnière*, par exemple, comptent 17 caractères. Chez les enfants, la longueur des noms augmentera à coup sûr avec la mode des noms composés. Un enfant recevant le nom *Charbonneau-Vaillancourt*, par exemple, aura un nom de 24 caractères.

La lettre initiale

On oublie parfois que la façon la plus fréquente de classer les individus est par ordre alphabétique, bien avant le sexe ou l'âge, et il est intéressant de mesurer combien chaque lettre initiale rassemble de personnes.

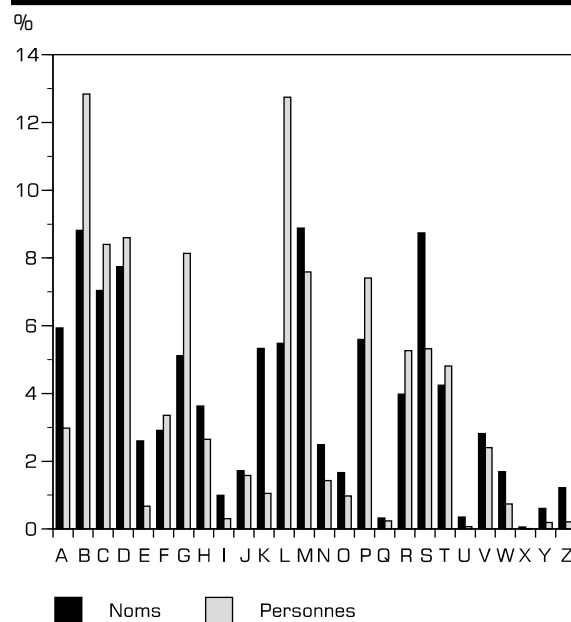
Les lettres *B* et *L* arrivent facilement en tête (figure ci-contre); chacune est l'initiale de près de 13 % de la population. Suivent les lettres *D*, *C* et *G*; avec ces 5 lettres, on regroupe la moitié de la population. À l'autre extrémité, la lettre *X* est la moins portée (2 sur 10 000), suivie de *U*, *Y*, *Z*,

Distribution des noms de famille selon le nombre de caractères



Source : Institut de la statistique du Québec.

Distribution des noms de famille selon la première lettre



Source : Institut de la statistique du Québec.

Q et *I*; ces 6 lettres ne permettent de rejoindre que 1 % de la population.

La distribution des noms selon la première lettre est bien différente de celle des personnes. Ainsi, seulement 5,5 % des noms commencent par la lettre *L* qui est la lettre initiale de 13 % de la population. Le nombre de noms qui commencent par *K* (5,3 %) est très proche, mais seulement 1,1 % de la population a un nom débutant par cette lettre.

Références

BOUCHARD, Gérard, et autres (1985). « La distribution des patronymes au Québec : témoins des dynamiques de population », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 9, n° 3, p. 197-218.

BOUCHARD, Gérard, et autres (1987). « La statistique agrégée des patronymes du Saguenay et de Charlevoix comme indicateurs de la structure de la population aux XIX^e et XX^e siècles », *Cahiers québécois de démographie*, vol. 16, n° 1, p. 67-98.

DARLU, Pierre, Anna DEGIOANNI et Jacques RUFFIÉ (1997). « Quelques statistiques sur la distribution des patronymes en France », *Population*, vol. 52 n° 3, p. 603-634.

DUCHESNE, Louis (1998). « Le choix du nom de famille en 1996 », *Données sociodémographiques en bref*, vol. 3, n° 2, p. 7-8.

Notre famille.com (site Web) : http://www1.notrefamille.com/lastnames/lastnames_stats.asp.

Programme de recherche en démographie historique (site Web) : <http://www.genealogy.umontreal.ca/fr/NomsPrenoms.htm>.

PORTRAIT SOCIAL DU QUÉBEC : DONNÉES ET ANALYSES, ÉDITION 2001

Par Hervé Gauthier

Les conditions de vie des populations des sociétés occidentales ont été marquées par d'importants et rapides changements. Que ce soit la durée de vie, les mœurs matrimoniales, la vie familiale, la participation au marché du travail, la vie professionnelle, le niveau de vie, la consommation, les relations avec l'État, la participation à la vie publique et notamment les relations interculturelles, presque tous les aspects de la vie de l'individu sont soumis à des transformations souvent assez profondes. Non seulement l'État, dont la place est devenue centrale dans la vie de la société, mais aussi de nombreuses autres institutions et les citoyens eux-mêmes, cherchent à avoir une vue juste et complète de ce qui se passe.

Compléter les études dans les domaines faisant peu souvent l'objet d'analyses statistiques et rassembler en un seul endroit les études des conditions de vie, voilà le double objectif que poursuit le *Portrait social du Québec : données et analyses*, édition 2001, dont la publication est prévue sous peu, et qui résulte de la collaboration entre les chercheurs de plusieurs ministères et organismes québécois.

Les différentes dimensions des conditions de vie sont regroupées sous huit grands thèmes : ménages et familles, santé, éducation, participation au marché du travail, niveau de vie, sécurité des personnes, emploi du temps, participation sociale. En général, les séries historiques et les analyses portent sur une période historique assez longue, à partir des années 70 notamment.

Trois thèmes élargissent le champ de l'étude d'une édition précédente (BSQ, 1996) : le contexte général (démographique et économique), les ménages et les familles, la participation sociale (le support et l'entraide, les immigrants et les minorités visibles).

Les données utilisées dans cet ouvrage proviennent de sources très variées : le Registre des événements démographiques, le Recensement du Canada, l'Enquête sur la population active, l'Enquête sociale générale (nombreux cycles), l'Enquête sur les finances des consommateurs, l'Enquête sur les dépenses des ménages, l'Enquête sociale et de santé, la comptabilité nationale, les fichiers administratifs et des enquêtes exploratoires.

Les indicateurs sont le plus souvent de nature objective, tels l'espérance de vie, les caractéristiques familiales, l'effectif des professions, le taux de chômage, les revenus moyens, l'emploi du temps en minutes, le niveau de scolarité. Mais les analyses font appel aussi à des indicateurs subjectifs : perception de l'état de santé, sentiment de sécurité physique lorsqu'une personne est seule à la maison, attitudes et perceptions en matière de relations interculturelles.

Voici un aperçu des questions que se sont posées les auteurs :

- Quelle est la proportion des enfants et des adolescents qui habitent dans une famille intacte, dans une famille recomposée ou dans une famille monoparentale? Quelles sont les caractéristiques des personnes vivant seules?
- Quel bilan peut-on faire de l'état de santé des Québécois et Québécoises? Comment se distinguent les hommes et les femmes quant à leurs comportements ayant une influence sur la santé? Que révèle l'utilisation des services de santé et des services sociaux au sujet de l'état de santé?
- Quelle a été l'évolution du décrochage scolaire depuis 20 ans? Pour quelle catégorie de diplômés la baisse du chômage des années récentes a-t-elle été plus significative?
- Combien de travailleurs occupent des emplois atypiques (emploi à temps partiel, travail à durée temporaire et emploi autonome)? Observe-t-on un rapprochement des structures professionnelles des travailleurs masculins et féminins dans les jeunes générations?
- Quelle a été l'évolution des revenus selon différentes variables (type de

famille, âge et nombre de personnes gagnant un revenu)? Quel est l'effet de la réduction de la taille des familles sur le revenu moyen? Y a-t-il une diminution de l'inégalité des revenus dans les deux dernières décennies?

- L'amélioration des conditions de l'emploi dans les dernières années a-t-elle contribué à réduire de façon semblable le nombre de prestataires de l'assistance-emploi de courte durée et celui des prestataires de longue durée?
- Comment évolue la part des différents postes de consommation dans les dépenses des familles? Quelle proportion de ménages sont propriétaires et quelle proportion de ménages doivent consacrer au logement plus de 30 % de leur revenu (voir l'article qui suit)?
- Quelles sont les catégories de personnes les plus susceptibles d'être victimes d'actes criminels? Quelles sont aussi celles qui ressentent le plus d'insécurité? Dans quelle mesure les enfants maltraités ont-ils des parents ayant eux-mêmes vécu de l'abus ou de la violence dans l'enfance?
- Le temps que les hommes consacrent aux tâches domestiques est-il en augmentation entre 1986 et 1998, années de l'Enquête sur l'emploi du temps? Qu'en est-il des femmes qui, elles, connaissent une hausse du temps consacré aux activités professionnelles?
- Combien de gens vivant une situation difficile temporaire ou une incapacité de longue durée reçoivent de l'aide bénévole? Combien de personnes de chaque sexe sont des aidants?

Plus d'une trentaine de personnes provenant de ministères et organismes gouvernementaux, ainsi que d'universités québécoises, ont collaboré à la réalisation de ce rapport dont la consultation sera essentielle pour bien connaître les conditions de vie de la population québécoise.

La parution de *Portrait social du Québec : données et analyses*, édition 2001 est prévue dans quelques semaines. Nous invitons les lecteurs à consulter le site Web de l'ISQ : <http://www.stat.gouv.qc.ca> qui en fera l'annonce.

L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE AU LOGEMENT

Par Yves Nobert

Depuis environ vingt ans, la part de l'alimentation diminue dans le budget des ménages, pendant qu'à l'inverse, celle du logement augmente. On considère généralement que les ménages qui consacrent 30 % et plus de leur revenu brut pour se loger sont souvent confrontés à une situation financière difficile. Une part aussi importante du revenu destinée au logement entraîne nécessairement une diminution des dépenses allouées à des postes budgétaires associés à d'autres besoins essentiels chez les ménages à faible revenu, tandis que chez les ménages à revenu moyen ou élevé, il ne s'agit que d'un choix de consommation.

L'accessibilité financière au logement fera partie du « Portrait social du Québec » qui paraîtra au cours de l'automne. Les données proviennent des recensements du Canada de 1981 à 1996. Pour les locataires, les dépenses de logement comprennent les paiements au titre du combustible, de l'eau et des autres services municipaux, ainsi que le loyer mensuel en espèces. Pour les propriétaires, elles regroupent les paiements au titre du combustible, de l'eau et des services municipaux, les paiements hypothécaires mensuels, l'impôt foncier (taxes municipales et scolaires), ainsi que les frais de condominium en 1991 et en 1996. Les dépenses d'entretien et de rénovation du logement ne sont pas retenues par Statistique Canada dans le calcul des principales dépenses de propriété ou de loyer brut. Cette méthode de calcul entraîne une distorsion lorsqu'on compare les dépenses des propriétaires et des locataires, puisque chez ces derniers, les dépenses d'entretien sont probablement prises en compte lors de la détermination du loyer.

Un fardeau financier qui s'accroît surtout chez les locataires

Entre 1981 et 1996, la proportion de ménages locataires dont le revenu subit une ponction de 30 % et plus pour le logement s'est élevée de 28,7 % à 42,6 %, tandis que celle des ménages propriétaires est demeurée relativement stable à 15 % (tableau ci-contre). En 1996, 22,5 % des ménages locataires et 7,0 % des ménages propriétaires doivent assumer un lourd fardeau qui atteint 50 % et plus de leur revenu. Par ailleurs, entre 1981 et 1996, la proportion des lo-

cataires qui paient un loyer représentant moins de 15 % de leur revenu a considérablement diminué, soit de 36,7 % à 21,5 %. La proportion des propriétaires qui allouent moins de 15 % de leur revenu à l'habitation a d'abord augmenté de 47,4 % à 51,4 % entre 1981 et 1986, pour ensuite redescendre à 49,6 % et 46,8 % en 1991 et en 1996.

Le poids relatif du logement parmi les postes budgétaires des ménages tend à régresser lorsque l'âge du soutien de ménage augmente (figure à la

page suivante). Cela est observé particulièrement chez les propriétaires : 37,0 % des 15-24 ans consacrent 30 % et plus de leur revenu pour se loger, par comparaison à 13,9 % des ménages dirigés par une personne de 65 ans et plus. Chez les locataires, la situation est tout autre, puisque la proportion des soutiens de ménage qui allouent 30 % et plus aux dépenses de logement atteint 57,2 % chez les 15-24 ans et moins de 40 % chez les 25-54 ans, mais remonte à plus de 45 % chez les gens de 55 ans et plus. La précarité du marché du travail pour les jeunes et leur faible revenu sont responsables de cette situation. La remontée de la proportion des locataires de 55 ans et plus dont les dépenses de logement représentent au moins 30 % du revenu reflète, dans une certaine mesure, la baisse de revenu qui accompagne l'accès à la retraite.

Répartition des ménages¹ selon la proportion du revenu² du ménage consacrée aux dépenses de logement et le mode d'occupation du logement, Québec, 1981-1996

Mode d'occupation	Proportion du revenu				Total	Nombre de ménages
	Moins de 15 %	15 à 29 %	30 à 49 %	50 % et plus		
	%					'000
Propriétaire						
1981	47,4	36,2	10,3	6,1	100,0	1 119
1986	51,4	34,6	8,4	5,6	100,0	1 256
1991	49,6	35,0	9,6	5,8	100,0	1 430
1996	46,8	36,6	9,6	7,0	100,0	1 568
Locataire						
1981	36,7	34,6	14,9	13,8	100,0	1 003
1986	27,2	36,4	17,7	18,6	100,0	1 044
1991	27,0	37,9	18,2	16,9	100,0	1 152
1996	21,5	35,9	20,1	22,5	100,0	1 218
Total						
1981	42,4	35,4	12,5	9,7	100,0	2 122
1986	40,4	35,5	12,6	11,5	100,0	2 300
1991	39,5	36,3	13,5	10,7	100,0	2 582
1996	35,8	36,3	14,2	13,8	100,0	2 786

1. Ménages privés dans les logements non agricoles hors réserve.

2. Revenu annuel total du ménage de l'année qui a précédé le recensement.

Source : Statistique Canada, Recensements.

Le revenu est le grand responsable

En général, les ménages qui perçoivent les revenus les plus bas sont plus susceptibles de supporter un fardeau de dépenses de logement plus lourd. Le seuil de 30 % du revenu consacré pour se loger est atteint par 16,6 % des ménages propriétaires. Chez les ménages avec un revenu inférieur à 10 000 \$ et chez ceux dont le revenu se situe entre 10 000 \$ et 19 999 \$, la proportion est de 88,8 % et de 42,5 % respectivement. Par contre, seulement 1,6 % des ménages ayant à leur disposition un revenu de 60 000 \$ et plus vivent une situation semblable. Si 42,6 % de l'ensemble des ménages locataires doivent verser un loyer représentant 30 % et plus de leur revenu, c'est plus de 70 % des ménages ayant un revenu inférieur à 20 000 \$ qui doivent fournir un tel effort financier pour se loger.

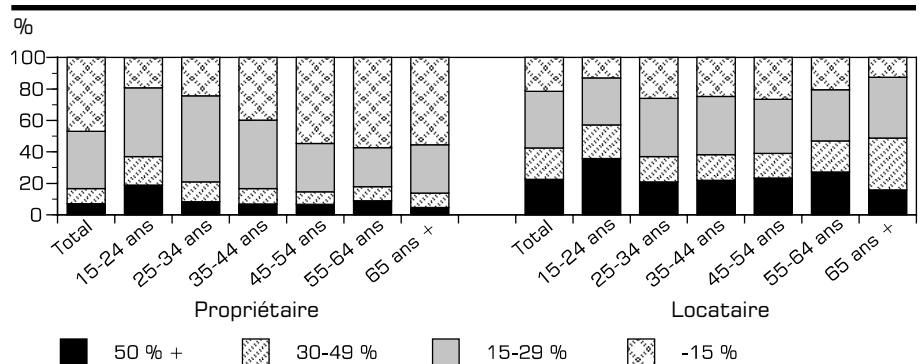
Malgré le fait qu'entre 1981 et 1996, la proportion de ménages locataires ait diminué en passant de 46,7 % à 43,5 %, leur fardeau financier à l'égard des dépenses pour se loger n'a cessé d'augmenter. Le concept d'accessibilité financière au logement n'est pas tout à fait comparable pour les locataires et les propriétaires, puisque chez ces derniers, les dépenses relatives à l'habitation représentent pour une bonne part de l'épargne. Pour les locataires à faible revenu, la forte proportion du revenu consacrée au logement peut réduire sensiblement les ressources destinées à d'autres postes budgétaires comme l'alimentation, l'habillement et le transport. La forte hausse de la part des dépenses nécessaires pour se loger, observée au cours des dernières décennies, est d'autant plus contraignante chez les ménages à faible revenu qu'elle grève de plus en plus lourdement leur budget.

Répartition des ménages¹ selon la proportion du revenu du ménage² consacrée aux dépenses de logement, le mode d'occupation du logement et le revenu du ménage, Québec, 1996

Revenu	Unité	Propriétaire			Locataire		
		Moins de 30 %	30 % et plus	Total	Moins de 30 %	30 % et plus	Total
Moins de 10 000 \$	%	11,2	88,8	100,0	4,8	95,2	100,0
10 000 - 19 999 \$	%	57,5	42,5	100,0	30,0	70,0	100,0
20 000 - 29 999 \$	%	71,4	28,6	100,0	79,2	20,8	100,0
30 000 - 39 999 \$	%	80,2	19,8	100,0	95,2	4,8	100,0
40 000 - 49 999 \$	%	89,8	10,2	100,0	98,4	1,6	100,0
50 000 - 59 999 \$	%	95,0	5,0	100,0	99,0	1,0	100,0
60 000 \$ et plus	%	98,4	1,6	100,0	99,2	0,8	100,0
Total	%	83,4	16,6	100,0	57,4	42,6	100,0
Revenu moyen	\$	60 169	23 431	54 067	38 889	11 315	27 148

1. Ménages privés dans les logements non agricoles hors réserve.
 2. Revenu annuel total du ménage de l'année qui a précédé le recensement.
 Source : Statistique Canada, Recensement de 1996.

Répartition des ménages selon la proportion du revenu du ménage consacrée aux dépenses de logement, le mode d'occupation et l'âge du soutien de ménage, Québec, 1996



Source : Statistique Canada, Recensement.

Références

MOLGAT, Marc (1996). *La précarisation de la situation résidentielle des jeunes*, Québec, Société d'habitation du Québec, 118 p.
 VIANNAY, Patricia (2000). *Les aîné(e)s et le logement : un profil quantitatif de la situation résidentielle des aînés au Québec*, Québec, Société d'habitation du Québec, 90 p.

Ce bulletin est réalisé par la Direction des statistiques sociodémographiques.
 Pour plus de renseignements :
 Sylvie Jean, chargée de projet
 200, chemin Sainte-Foy, 3^e étage
 Québec (Québec)
 G1R 5T4
 Téléphone : (418) 691-2406 (poste 3155)
 Courriel : sylvie.jean@stat.gouv.qc.ca
 Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
 Bibliothèque nationale du Canada
 Bibliothèque nationale du Québec
 Quatrième trimestre 2001
 ISSN 1491-6789
 © Gouvernement du Québec

